N° 31
Septembre 2005
ISSN 1480-364X (PDF)
28-2796-01

[Bulletin statistique de l'éducation]

La dépense d'éducation par rapport au PIB en 2001

Une comparaison Québec – pays de l'OCDE

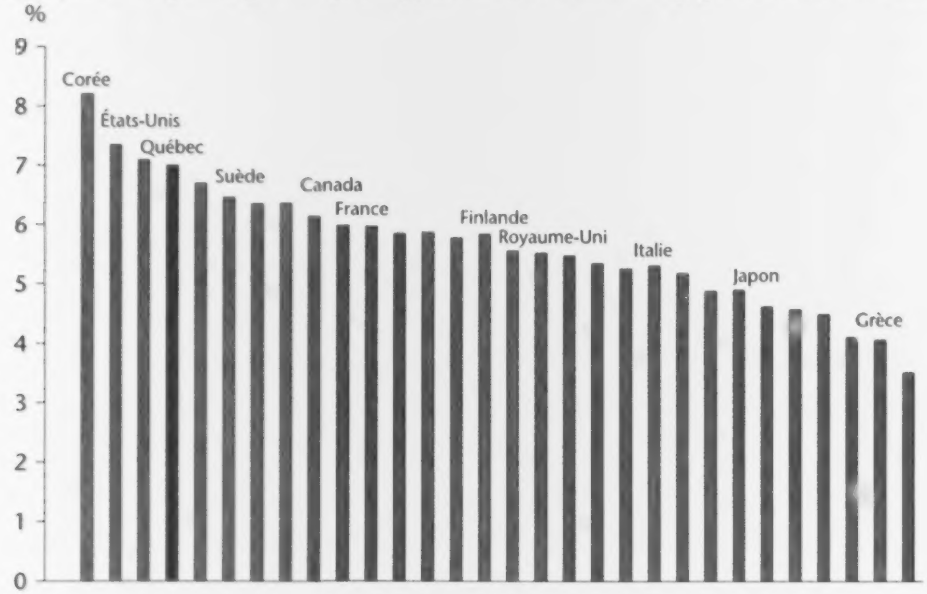
Introduction

Comment se situe l'effort financier du Québec en éducation ? Pour nous aider à répondre à cette question, nous avons besoin d'indicateurs, mais aussi de données comparables pour d'autres régions ou pays.

L'indicateur le plus souvent utilisé pour mesurer l'effort financier en éducation est le rapport entre la dépense globale en éducation et le produit intérieur brut (PIB). Il indique quelle part de la richesse collective d'un État est consacrée à l'éducation. Dans ce contexte, on peut se demander quelle proportion du PIB est consacrée à l'éducation au Québec, comment se situe l'effort financier du Québec par rapport aux efforts correspondants des autres provinces, des États-Unis et des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et quels facteurs expliquent les écarts observés entre le Québec et les autres régions.

Dans la publication *Indicateurs de l'éducation*[1], les comparaisons se font surtout avec les autres provinces et les États-Unis. Dans le présent bulletin, la comparaison porte surtout sur la situation du Québec par rapport aux pays de l'OCDE.

Graphique 1 Dépense globale par rapport au PIB, Québec et pays de l'OCDE en 2001



1 Direction de la recherche, des statistiques et des indicateurs, *Indicateurs de l'éducation*, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, publication annuelle.

Éducation, Loisir et Sport
Québec

En septembre 2004, l'OCDE a publié une nouvelle édition de *Regards sur l'éducation : les indicateurs de l'OCDE*. Parmi les indicateurs qui y sont présentés, on trouve une comparaison internationale de la part du PIB consacrée à l'éducation. Le concept de dépense retenu dans le calcul de la part du PIB consacrée à l'éducation est celui de la dépense globale. La dépense globale d'éducation inclut la dépense de fonctionnement et la dépense d'immobilisation des établissements d'enseignement des réseaux public et privé de tous les ordres d'enseignement, la contribution gouvernementale aux régimes de retraite du personnel, le coût de l'aide financière aux études et d'autres dépenses liées à l'enseignement[2].

Comment se situe le Québec par rapport aux pays de l'OCDE ? Le tableau de l'annexe 1 fournit des données distinctes pour les ordres d'enseignement suivants : éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire, enseignement postsecondaire non universitaire et enseignement universitaire. La dernière colonne du tableau fournit des données pour tous les ordres d'enseignement réunis (y compris les dépenses non réparties). En outre, au bas du tableau, nous donnons la moyenne pour les pays considérés par l'OCDE ainsi qu'une moyenne, établie par nous, qui exclut quelques pays dont le niveau de richesse (mesuré par le PIB par habitant) est particulièrement faible. Lorsque nous comparerons le Québec avec la moyenne des pays de l'OCDE, nous ferons référence à cette moyenne ajustée.

La dépense d'éducation par rapport au PIB

En 2001, le Québec consacrait une plus grande part de son PIB à l'éducation (7,0 %) que le reste du Canada (5,9 %) et les pays de l'OCDE retenus (5,8 %). En fait, seuls la Corée, les États-Unis et le Danemark allouaient une plus grande part de leur PIB à l'éducation que le Québec. Les 26 autres pays considérés par l'OCDE consacraient une moins grande part de leur PIB à l'éducation. Par rapport à l'année 1994, on observe une diminution du rapport de la dépense globale sur le PIB au Québec, dans le reste du Canada et dans la moyenne des pays de l'OCDE, mais une augmentation du rapport aux États-Unis (tableau 1).

Tableau 1 Dépense globale d'éducation par rapport au PIB (%)

	1994	1997	1999	2001
QUÉBEC	8,0	7,0	7,0	7,0
CANADA SANS LE QUÉBEC	7,0	6,4	6,2	5,9
CANADA	7,2	6,5	6,6	6,1
ÉTATS-UNIS	6,6	6,9	7,0	7,3
MOYENNE AJUSTÉE POUR LES PAYS DE L'OCDE	6,2	5,9	5,9	5,8

Le tableau de l'annexe 1 fournit les données par pays en 2001 et, tel que nous l'avons indiqué ci-dessus, selon l'ordre d'enseignement. Il apparaît que la part du PIB consacrée à l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire au Québec se situait sous la moyenne ajustée des pays de l'OCDE, mais qu'elle était nettement plus élevée au Québec pour l'enseignement postsecondaire non universitaire et pour l'enseignement universitaire.

2 Le concept de dépense globale retenu dans les *Indicateurs de l'éducation* du MELS (concept de dépense globale de Statistique Canada) n'est pas tout à fait le même que celui qui est utilisé par l'OCDE. Aux fins de la comparaison avec les pays de l'OCDE, les données pour le Québec ont été ajustées pour tenir compte des définitions retenues par l'OCDE. Les données portant sur les dépenses d'éducation concernent l'année civile 2001.

Ces différences observées s'expliquent en partie par les différences structurelles entre les systèmes d'enseignement. En voici des exemples : le fait que les services préscolaires sont plus développés dans nombre de pays de l'OCDE (admission à 3 ans) qu'au Québec, le fait que l'enseignement primaire et secondaire est plus court au Québec qu'ailleurs dans le monde, les caractéristiques particulières du réseau collégial québécois (dont l'obligation de faire deux années d'études collégiales avant d'entrer à l'université) et les dépenses de recherche qui sont plus élevées dans les universités nord-américaines que dans les universités européennes.

Pour cette raison (les différences structurelles), mais aussi compte tenu des données disponibles, nous avons privilégié la comparaison de l'effort financier d'ensemble (tous les ordres d'enseignement réunis). L'écart entre la part du PIB consacrée à l'éducation au Québec (7,0 %) et la moyenne ajustée des pays de l'OCDE (5,8 %) est important, soit 1,2 point de pourcentage. En effet, 1,2 % du PIB québécois (qui était de 232,6 milliards de dollars en 2001) représente un montant de 2,8 milliards de dollars.

Afin de pouvoir expliquer l'effort financier plus important au Québec, nous allons utiliser tous les renseignements disponibles sur les facteurs qui expliquent cet écart. Les facteurs explicatifs pour lesquels nous disposons de données peuvent être regroupés en quatre grands éléments : la dépense par élève, la richesse collective (définie par le PIB par habitant), le taux de fréquentation scolaire et le facteur démographique (voir l'annexe 4). Lorsqu'il est question de tous les ordres d'enseignement réunis, le taux de fréquentation scolaire est défini par le rapport entre l'effectif scolaire et la population âgée de 5 à 29 ans, alors que le facteur démographique est obtenu en effectuant le rapport entre la population âgée de 5 à 29 ans et la population totale.

Pour bien comprendre le rôle de chaque facteur dans la détermination de l'effort financier de chaque région, nous pouvons avoir recours à la simulation suivante. Supposons que les facteurs, sauf un, soient identiques dans toutes les régions. Si c'est le niveau de la dépense par élève qui est différent, la région dont la dépense est supérieure montre un effort financier plus important en raison de la plus grande quantité de ressources affectées à l'éducation.

Par ailleurs, la région moins riche (dont le PIB par habitant est plus faible) consacre une plus grande portion de son PIB à l'éducation qu'une autre région mieux nantie pour la même quantité de ressources réservées à ses élèves. Si c'est le taux de fréquentation scolaire ou la proportion de la population d'âge scolaire qui est différent, un rapport plus élevé révèle un effort financier plus important, puisque cela nécessite plus de ressources financières.

La dépense globale par élève

Le tableau 2 fournit les données sur la dépense globale par élève pour l'enseignement primaire et pour l'enseignement secondaire, ainsi que la dépense globale par étudiant pour l'enseignement universitaire et pour tous les ordres d'enseignement réunis en 2000. Les données disponibles ne permettent pas, pour le moment, d'effectuer une comparaison de la dépense globale par étudiant au niveau collégial. Cependant, les données pour le collégial sont incluses dans le total (tous les ordres d'enseignement).

Tableau 2 Dépense globale d'éducation par élève selon l'ordre d'enseignement des établissements publics, en dollars canadiens convertis à l'aide des taux de parité de pouvoir d'achat (PPA), en 2001

	Primaire	Secondaire	Universitaire	Ensemble[3]
QUÉBEC	7 105	8 740	17 854	10 791
MOYENNE AJUSTÉE POUR LES PAYS DE L'OCDE	6 758	8 892	14 197	8 667
ÉCART (%)	5	-2	26	25

Il apparaît qu'au Québec, la dépense globale par élève pour l'enseignement primaire et secondaire était assez proche de la moyenne ajustée pour les pays de l'OCDE. Pour l'enseignement universitaire, la dépense globale par étudiant au Québec était de 26 % plus élevée que pour la dépense moyenne par étudiant des pays de l'OCDE[4].

Le tableau de l'annexe 2 fournit la dépense globale par élève, par pays, selon l'ordre d'enseignement. Au niveau universitaire, seuls les pays suivants ont une dépense par étudiant plus élevée ou assez semblable à celle du Québec : le Danemark, la Suède, la Suisse et les États-Unis.

La dépense par élève pour l'ensemble comprend, en plus de l'enseignement primaire, secondaire et universitaire : l'éducation préscolaire, l'enseignement collégial et les dépenses non réparties (pour les fonds de pension, la formation professionnelle en dehors des établissements d'enseignement, l'aide financière aux étudiants, etc.). En 2001, la dépense globale par élève pour l'ensemble des ordres d'enseignement était de 10 791 $ au Québec, comparativement à une dépense moyenne de 8 667 $ dans les pays de l'OCDE, soit un écart de 25 %.

Pour le moment, l'OCDE ne fournit qu'une partie des données qui permettent d'expliquer les écarts entre les pays quant à la dépense par élève. Les données disponibles portent surtout sur l'enseignement primaire et secondaire et il y peu de données sur l'enseignement supérieur.

Dans un autre *Bulletin statistique de l'éducation*, nous avons présenté une comparaison entre le Québec et les pays de l'OCDE sur le coût salarial des enseignants par élève pour l'enseignement primaire et secondaire en 2000-2001[5]. Afin de pouvoir expliquer les écarts observés dans le coût salarial, les quatre facteurs suivants ont été considérés : le niveau de salaire légal des enseignants, le temps d'apprentissage annuel pour les élèves, le nombre légal d'heures d'enseignement exigées des enseignants à temps plein par année et la taille des classes.

Ce modèle explicatif a permis de montrer que dans l'ensemble, deux facteurs étaient plus coûteux au Québec que pour la moyenne des pays de l'OCDE en 2000 (rémunération plus élevée des enseignants et temps de présence en classe des enseignants plus faible) et deux facteurs étaient moins coûteux (temps d'apprentissage moins élevé pour l'enseignement secondaire et plus grande taille des classes). Au total, le coût salarial des enseignants par élève est plus élevé au Québec que dans la moyenne des pays de l'OCDE.

3 Y compris l'éducation préscolaire, l'enseignement collégial et les dépenses non réparties.

4 Aux fins du calcul de la dépense globale par étudiant à l'université, au Québec, nous avons exclu la recherche subventionnée.

5 Marius DEMERS, *Le coût salarial des enseignants par élève pour l'enseignement primaire et secondaire; Une comparaison Québec - pays de l'OCDE, 2000-2001*, DRSI, MEQ, n° 29, novembre 2003.

La richesse collective

Le deuxième facteur considéré dans l'analyse de l'écart entre le Québec et la moyenne des pays de l'OCDE, dans la part du PIB consacrée à l'éducation, est la richesse collective. Dans ce cas-ci, le PIB par habitant a été retenu comme indicateur de la richesse collective.

En 2001, le PIB par habitant du Québec était de 31 444 $, comparativement à 32 215 $ dans la moyenne ajustée des pays de l'OCDE, ce qui représente un écart de 2 % (annexe 3). Comme le Québec est un peu moins riche que la moyenne ajustée des pays de l'OCDE, cela signifie que, pour une même quantité de ressources affectées à ses élèves, il consacre une plus grande part de son PIB à l'éducation. Ce facteur a donc contribué à agrandir l'écart entre l'effort financier du Québec en éducation et celui de la moyenne des pays de l'OCDE (voir plus loin le sommaire de la contribution des facteurs).

Le taux de fréquentation scolaire

Le taux de fréquentation scolaire est défini ici comme la proportion que représente l'effectif scolaire total exprimé selon l'équivalence au temps plein (pour tous les ordres d'enseignement) dans la population âgée de 5 à 29 ans. Un taux de fréquentation scolaire plus élevé pour une région donnée signifie, si l'on suppose que les autres variables sont les mêmes, qu'il y aura relativement plus de personnes à scolariser dans cette région et, donc, qu'il s'ensuivra un plus grand effort financier en éducation.

L'édition 2004 de *Regards sur l'éducation : les indicateurs de l'OCDE* ne fournit pas de données sur le taux de fréquentation scolaire. Aux fins du calcul de la contribution des facteurs quant à l'écart entre l'effort financier du Québec et celui de la moyenne des pays de l'OCDE, il a fallu estimer un taux de fréquentation scolaire. Le tableau suivant présente une comparaison des taux de scolarisation[6], par tranche d'âge, au Québec et pour la moyenne des pays de l'OCDE.

Tableau 3 Taux de scolarisation (en %), selon le groupe d'âge, en 2001-2002

	Élèves de 5 à 14 ans en % de la population âgée de 5 à 14 ans	Élèves de 15 à 19 ans en % de la population âgée de 15 à 19 ans	Élèves de 20 à 29 ans en % de la population âgée de 20 à 29 ans
QUÉBEC	98,1	84,4	30,0
MOYENNE POUR LES PAYS DE L'OCDE	98,5	79,4	22,7

Le taux de scolarisation des élèves âgés de 5 à 14 ans est un peu plus faible au Québec, mais ceux des élèves âgés de 15 à 19 ans et de 20 à 29 ans sont plus élevés au Québec que pour la moyenne des pays de l'OCDE. Les taux de scolarisation plus élevés pour les élèves plus âgés s'expliquent par une plus grande fréquentation scolaire pour l'enseignement postsecondaire au Québec. Pour l'ensemble de la population âgée de 5 à 29 ans, on estime que le taux de scolarisation est plus élevé au Québec (67 %) que dans la moyenne des pays de l'OCDE (63 %).

6 Le taux de scolarisation est calculé en divisant le nombre d'élèves d'un groupe d'âge donné par l'effectif de la population du même groupe d'âge. L'effectif scolaire est exprimé en nombre de personnes physiques et comprend les personnes qui étudient à temps plein et à temps partiel.

Le facteur démographique

La structure par âge de la population des régions considérées est également un facteur explicatif des différences observées dans la part du PIB consacrée à l'éducation.

Le facteur démographique est défini ici par la proportion que représente le groupe de personnes âgées de 5 à 29 ans par rapport à la population totale. Il s'agit de la tranche d'âge de la population qui est la plus susceptible d'être scolarisée. Pour une région donnée, si l'on suppose que les autres variables sont les mêmes, une plus grande proportion de jeunes parmi la population signifie qu'il y aura plus de personnes à scolariser dans cette région et, donc, un plus grand effort financier en éducation.

En 2001, cette proportion était de 32 % au Québec, alors que la moyenne pour les pays de l'OCDE était de 34 %. Le fait qu'il y ait relativement moins de jeunes à scolariser au Québec a donc contribué à réduire l'écart entre l'effort financier du Québec et celui de la moyenne des pays considérés.

Il faut également indiquer que cette proportion a diminué de façon importante au Québec, au cours de la période de 1981 à 2001 : elle est passée de 43 % à 32 %. Cela aurait pu avoir un important effet à la baisse sur l'effort financier en éducation, ce qui ne s'est pas produit, car il y a eu en même temps une forte augmentation de la fréquentation scolaire. Ainsi, les deux facteurs ont joué dans des sens inverses et se sont compensés en bonne partie.

Le sommaire de la contribution des facteurs

En 2001, le Québec consacrait 7,0 % de son PIB à l'éducation, en comparaison de 5,8 % pour la moyenne des pays de l'OCDE, soit un écart de 1,2 point de pourcentage.

Le tableau 4 indique la contribution des principaux facteurs quant à cet écart. Les facteurs « positifs » sont ceux qui sont à l'origine de l'effort financier en éducation plus élevé au Québec. Les facteurs « négatifs » sont ceux qui ont contribué à réduire l'écart.

Tableau 4 Influence de différents facteurs sur l'écart entre la part du PIB consacrée à l'éducation au Québec et celle de la moyenne des pays de l'OCDE, en 2001

Dépense d'éducation par rapport au PIB au Québec (%)	7,0
Dépense d'éducation par rapport au PIB pour les pays de l'OCDE (%)	5,8
Écart (Québec – pays de l'OCDE) en points de pourcentage	1,2
Contribution des facteurs à cet écart en point de pourcentage :	
Dépense par élève plus élevée au Québec	1,4
PIB par habitant moins élevé au Québec	0,2
Taux de fréquentation scolaire un peu plus élevé au Québec	0,1
Facteur démographique (moins de jeunes au Québec)	-0,4
Facteur résiduel	-0,1
Total	**1,2**

Lorsque l'on considère la dépense globale par élève pour tous les ordres d'enseignement réunis, elle était de 25 % plus élevée au Québec (10 791 $) que pour la moyenne ajustée des pays de l'OCDE (8 667 $), en 2001. Il s'agit du facteur explicatif le plus important de l'effort financier plus important au Québec. En effet, ce facteur a contribué pour 1,4 point de pourcentage à l'écart entre la part du PIB consacrée à l'éducation au Québec et dans la moyenne des pays de l'OCDE.

Par ailleurs, le PIB par habitant du Québec, qui était un peu moins élevé (31 444 $) que pour la moyenne ajustée des pays de l'OCDE (32 215 $), a également contribué à augmenter de 0,2 point de pourcentage l'écart quant à la part du PIB consacrée à l'éducation.

En ce qui regarde le taux de fréquentation scolaire un peu plus élevé au Québec, sa contribution est de 0,1 point de pourcentage. Enfin, le facteur démographique (relativement moins de jeunes au Québec) a contribué à réduire l'écart de 0,4 point de pourcentage entre la part du PIB consacrée à l'éducation au Québec et dans la moyenne ajustée des pays de l'OCDE.

Pour renseignements :

Marius Demers
Direction de la recherche, des statistiques et des indicateurs
Tél. : (418) 644-5815

Bulletins statistiques de l'éducation déjà parus :

- LESPÉRANCE, André. *Le niveau de diplomation à la sortie de l'enseignement*, n° 1, novembre1997.
- DEMERS, Marius. *Rémunération et temps d'enseignement des enseignants dans l'enseignement public primaire et secondaire (1er cycle) : une comparaison Québec pays de l'OCDE*, n° 2, novembre 1997.
- DEMERS, Marius. *La dépense d'éducation par rapport au PIB : une comparaison Québec – pays de l'OCDE*, n° 3, juin 1998.
- MAHEU, Robert. *La diplomation à l'enseignement secondaire, collégial et universitaire en 1995 : une comparaison Québec – pays de l'OCDE*, n° 4, juin 1998.
- BEAUCHESNE, Luc. *Élèves diplômés au secondaire et au collégial : analyse sociodémographique*, n° 5, juin 1998.
- ST-GERMAIN, Claude. *Une comparaison internationale des résultats des élèves québécois en mathématique et en sciences*, n° 6, août 1998.
- FOUCAULT, Diane. *Un portrait statistique de l'évolution de la situation scolaire de la population autochtone du Québec*, n° 7, septembre 1998.
- DEMERS, Marius. *La rentabilité du diplôme*, n° 8, février 1999.
- OUELLETTE, Raymond. *Prévisions de l'effectif enseignant des commissions scolaires de 1996-1997 à 2008-2009*, n° 9, février 1999.
- ST-GERMAIN, Claude. *La situation linguistique dans le secteur de l'éducation en 1997-1998*, n° 10, mars 1999.
- ST-GERMAIN, Claude. *La scolarité de la population adulte des principales communautés culturelles du Québec en 1996*, n° 11, mai 1999.
- DUFORT, Jean-Pierre. *La formation professionnelle au secondaire*, n° 12, septembre 1999.
- ST-GERMAIN, Claude. *La scolarisation au Québec et dans les pays de l'OCDE en 1995-1996*, n° 13, novembre 1999.
- LESPÉRANCE, André, Pierre DUCHARME et Diane FOUCAULT. *Le décrochage scolaire*, n° 14, mars 2000.
- OUELLETTE, Raymond. *Le personnel de direction des écoles des commissions scolaires*, n° 15, mai 2000.

- DEMERS, Marius. *L'éducation... Oui, c'est payant !*, n° 16, juin 2000.
- AUDET, Marc. *L'insertion professionnelle des titulaires d'un baccalauréat ou d'une maîtrise au cours des deux dernières décennies*, n° 17, août 2000.
- FOUCAULT, Diane. *Le système éducatif du Québec et la Classification internationale*, n° 18, septembre 2000.
- DEMERS, Marius. *Rémunération des enseignants dans le réseau public, au primaire et au secondaire, en 1997-1998 : une comparaison Québec – pays de l'OCDE*, n° 19, septembre 2000.
- DEMERS, Marius. *La dépense d'éducation par rapport au PIB en 1997 : une comparaison Québec – pays de l'OCDE*, n° 20, novembre 2000.
- FOUCAULT, Diane. *La diplomation au Québec et dans les pays de l'OCDE*, n° 21, janvier 2001.
- LAVIGNE, Jacques. *Prévisions de l'effectif étudiant en équivalence au temps plein dans les universités du Québec, de 2000-2001 à 2014-2015*, n° 22, juillet 2001.
- LA HAYE, Jacques. *Indicateurs de cheminement des étudiantes et étudiants inscrits au baccalauréat dans les universités québécoises*, n° 23, avril 2002.
- LAVIGNE, Jacques. *Prévisions de l'effectif étudiant en équivalence au temps plein dans les universités du Québec, de 2001-2002 à 2015-2016*, n° 24, juillet 2002.
- *Abandon scolaire et décrochage : les concepts*, n° 25, mars 2003.
- BEAUCHESNE, Luc. *La carte de la population scolaire et les indices de défavorisation*, n° 26, mars 2003.
- N° 27 (à venir).
- BAILLARGEON, Guy et Jacques La Haye. *Cheminement scolaire : du collégial à l'université*, n° 28, juin 2003.
- DEMERS, Marius. *Le coût salarial des enseignants par élève pour l'enseignement primaire et secondaire en 2000-2001 : Une comparaison Québec – pays de l'OCDE*, n° 29, novembre 2003.
- HUDON, Solanges. *L'éducation des populations scolaires dans les communautés autochtones du Québec*, n° 30, mai 2004.

ANNEXE 1 – DÉPENSE GLOBALE D'ÉDUCATION PAR RAPPORT AU PIB, QUÉBEC ET PAYS DE L'OCDE, PAR TYPE D'ÉTABLISSEMENT, EN 2001 (%)

	Enseignement préscolaire, primaire et secondaire	Enseignement postsecondaire non universitaire	Enseignement universitaire	Total partiel[7] (Enseignement postsecondaire)	Tous niveau[7] (y compris les dépenses non réparties)
CORÉE	4,7	0,7	2,0	2,7	8,2
ÉTATS-UNIS	4,6	n.d.	2,7	2,7	7,3
DANEMARK	5,1	n.d.	n.d.	1,8	7,1
ISLANDE	5,0	n.d.	0,9	0,9	6,7
SUÈDE	4,8	n.d.	n.d.	1,7	6,5
BELGIQUE	4,8	n.d.	n.d.	1,4	6,4
NORVÈGE	4,6	n.d.	n.d.	1,3	6,4
CANADA	**3,6**	**1,1**	**1,5**	**2,5**	**6,1**
FRANCE	4,8	0,2	0,8	1,1	6,0
AUSTRALIE	4,3	0,2	1,4	1,6	6,0
PORTUGAL	4,6	n.d.	n.d.	1,1	5,9
MEXIQUE	*4,7*	*n.d.*	*n.d.*	*1,0*	*5,9*
AUTRICHE	4,4	0,1	1,1	1,3	5,8
FINLANDE	4,1	n.d.	1,7	1,7	5,8
POLOGNE	*4,4*	*n.d.*	*1,0*	*1,0*	*5,6*
NOUVELLE-ZÉLANDE	4,4	0,3	0,7	1,1	5,5
ROYAUME-UNI	4,4	n.d.	n.d.	1,1	5,5
SUISSE	4,7	n.d.	1,2	1,2	5,3
ALLEMAGNE	3,9	0,3	1,0	1,3	5,3
ITALIE	4,1	n.d.	0,9	0,9	5,3
HONGRIE	*3,6*	*0,2*	*1,1*	*1,3*	*5,2*
ESPAGNE	3,7	0,2	1,1	1,2	4,9
PAYS-BAS	3,6	n.d.	1,3	1,3	4,9
JAPON	3,1	0,1	1,0	1,1	4,6
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	*3,5*	*0,1*	*0,8*	*0,9*	*4,6*
IRLANDE	2,9	n.d.	n.d.	1,3	4,5
RÉPUBLIQUE SLOVAQUE	*3,1*	*n.d.*	*0,9*	*0,9*	*4,1*
GRÈCE	2,6	0,2	0,9	1,1	4,1
TURQUIE	*2,5*	*n.d.*	*n.d.*	*1,1*	*3,5*
MOYENNE DES PAYS	4,1	0,3	1,2	1,4	5,5
MOYENNE AJUSTÉE[8]	4,3	0,4	1,3	1,5	5,8
QUÉBEC	**3,9**	**1,4**	**1,7**	**3,1**	**7,0**
CANADA SANS LE QUÉBEC	3,5	0,9	1,5	2,4	5,9

n.d. : Non disponible.

Sources : Pour les pays de l'OCDE : OCDE, *Regards sur l'éducation : les indicateurs de l'OCDE*, édition 2004, Tableau B2.1c ;
Pour le Québec et le Canada sans le Québec : Direction de la recherche, des statistiques et des indicateurs, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

7 Les totaux peuvent être un peu différents de la somme des parties, en raison des arrondis.

8 Quelques pays dont le niveau de richesse est particulièrement faible (mesuré par le PIB par habitant) ont été exclus de la comparaison (les pays en italique : Hongrie, Grèce, Pologne, Mexique, République tchèque, République slovaque et Turquie).

N.B. : Le concept de dépense retenu aux fins des *Indicateurs de l'éducation* du MELS (concept de dépense globale de Statistique Canada) n'est pas tout à fait le même que celui qui est utilisé par l'OCDE. C'est pourquoi, aux fins de la comparaison présentée dans ce tableau, les données pour le Québec et le reste du Canada ont été ajustées pour tenir compte de la définition retenue par l'OCDE.

ANNEXE 2 – DÉPENSE GLOBALE PAR ÉLÈVE SELON L'ORDRE D'ENSEIGNEMENT, QUÉBEC ET PAYS DE L'OCDE, EN 2001

(en dollars canadiens convertis à l'aide de l'indice de parité de pouvoir d'achat (PPA))

	Enseignement primaire	Enseignement secondaire	Enseignement universitaire[9]	Ensemble
AUSTRALIE	6 062	8 687	16 385	8 456
AUTRICHE	7 885	10 274	13 658	10 154
BELGIQUE	6 385	9 494	13 907	9 058
CANADA	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	*2 245*	*4 138*	*7 089*	*3 802*
DANEMARK	9 086	9 736	17 136	10 890
FINLANDE	5 650	7 844	13 371	8 101
FRANCE	5 732	9 728	10 427	8 548
ALLEMAGNE	5 084	7 944	13 567	8 035
GRÈCE	*3 959*	*4 522*	*6 225*	*4 417*
HONGRIE	*3 110*	*3 160*	*8 719*	*3 905*
ISLANDE	7 648	8 718	9 205	8 522
IRLANDE	4 492	6 294	12 004	6 353
ITALIE	8 140	9 910	9 924	9 407
JAPON	6 925	7 841	13 792	8 421
CORÉE	4 457	6 191	9 883	6 043
LUXEMBOURG	9 448	13 309	n.d.	n.d.
MEXIQUE	*1 628*	*2 298*	*5 209*	*2 152*
PAYS-BAS	5 834	7 684	15 653	8 079
NOUVELLE-ZÉLANDE	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
NORVÈGE	8 885	10 848	15 827	10 804
POLOGNE	*2 786*	*n.d.*	*4 299*	*3 087*
PORTUGAL	5 017	7 171	6 239	6 111
RÉPUBLIQUE SLOVAQUE	*1 502*	*2 249*	*6 342*	*2 437*
ESPAGNE	5 002	6 530	8 980	6 462
SUÈDE	7 554	7 778	18 226	9 134
SUISSE	8 267	13 099	26 178	10 554
TURQUIE	*n.d.*	*n.d.*	*n.d.*	*n.d.*
ROYAUME-UNI	5 298	7 120	12 904	7 167
ÉTATS-UNIS	9 072	10 535	26 681	13 045
MOYENNE OCDE	5 821	7 812	12 378	7 429
MOY. OCDE AJUSTÉE[10]	6 758	8 892	14 197	8 667
QUÉBEC	**7 105**	**8 740**	**17 854**	**10 791**

n.d. : Non disponible.

Sources : Pour les pays de l'OCDE : Regards sur l'éducation : les indicateurs de l'OCDE, édition 2004, Tableau B1.1
Pour le Québec : Direction de la recherche, des statistiques et des indicateurs, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

9 Aux fins de la comparaison Québec - pays de l'OCDE et, compte tenu de la classification retenue par l'OCDE (CITE 97), nous avons considéré la dépense par étudiant au niveau tertiaire (tertiaire-type A et enseignement de recherche de haut niveau lorsque la donnée pour un pays était disponible ou sinon le total du tertiaire).

10 Quelques pays dont le niveau de richesse est particulièrement faible ont été exclus de la comparaison (les pays en italique : Hongrie, Grèce, Mexique, Pologne, République tchèque, République slovaque et Turquie).

ANNEXE 3 – PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) PAR HABITANT, QUÉBEC ET PAYS DE L'OCDE, EN 2001

(en dollars canadiens convertis à l'aide de l'indice de parité de pouvoir d'achat (PPA))

AUSTRALIE	32 022
AUTRICHE	34 047
BELGIQUE	32 516
CANADA	35 148
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	*17 833*
DANEMARK	35 068
FINLANDE	31 612
FRANCE	32 182
ALLEMAGNE	30 543
GRÈCE	*20 424*
HONGRIE	*15 651*
ISLANDE	34 762
IRLANDE	35 786
ITALIE	30 452
JAPON	31 963
CORÉE	19 099
MEXIQUE	*10 978*
PAYS-BAS	34 453
NOUVELLE-ZÉLANDE	25 475
NORVÈGE	43 904
POLOGNE	*12 433*
PORTUGAL	21 494
RÉPUBLIQUE SLOVAQUE	*13 587*
ESPAGNE	25 616
SUÈDE	32 283
SUISSE	36 044
TURQUIE	*7 255*
ROYAUME-UNI	32 058
ÉTATS-UNIS	42 215
MOYENNE DES PAYS	27 824
MOYENNE AJUSTÉE[11]	**32 215**
QUÉBEC	**31 444**
CANADA SANS LE QUÉBEC	37 018

n.d. : Non disponible

Sources : Pour les pays de l'OCDE : OCDE, *Regards sur l'éducation : les indicateurs de l'OCDE*, édition 2004, Tableau X2.1
Pour le Québec et le Canada sans le Québec : Direction de la recherche, des statistiques et des indicateurs, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (calculs à partir de données de Statistique Canada).

11 Quelques pays dont le niveau de richesse est particulièrement faible ont été exclus de la comparaison (les pays en italique : Hongrie, Grèce, Mexique, Pologne, République tchèque, République slovaque et Turquie). En outre, le Luxembourg a été exclu, car on ne disposait pas de données sur la part du PIB consacrée à l'éducation pour ce pays.

ANNEXE 4 – FACTEURS EXPLICATIFS DES ÉCARTS ENTRE LES RÉGIONS QUANT À LA PART DU PIB CONSACRÉE À L'ÉDUCATION

Afin de pouvoir expliquer les écarts observés entre les régions quant à la part du PIB consacrée à l'éducation, il est nécessaire d'effectuer une analyse comparative des principaux facteurs qui déterminent le niveau de l'effort financier dans chaque région. Les facteurs considérés sont: la dépense globale par élève, le PIB par habitant, un indicateur de fréquentation scolaire défini par la proportion que représente l'effectif scolaire dans la population âgée de 5 à 29 ans et un facteur démographique défini par le rapport entre la population âgée de 5 à 29 ans et la population totale (selon la méthodologie établie par l'OCDE)[12].

Soit l'équation d'identité suivante:

$$\frac{DGE}{PIB} = \frac{DGE}{EFF} \times \frac{1}{PIB/POP} \times \frac{EFF}{5-29} \times \frac{5-29}{POP}$$

où,

DGE: dépense globale consacrée à tous les ordres d'enseignement;

PIB: produit intérieur brut;

EFF: effectif scolaire en équivalence au temps plein;

POP: population totale;

DGE/PIB: part du PIB consacrée à tous les ordres d'enseignement;

DGE/EFF: dépense par élève;

PIB/POP: PIB par habitant;

EFF/5 – 29: taux de fréquentation scolaire;

5 – 29/POP: facteur démographique.

12 Les formules utilisées pour calculer la contribution des facteurs explicatifs quant à l'écart entre la part du PIB du Québec consacrée à l'éducation et celle de la moyenne des pays de l'OCDE ne sont pas fournies dans le présent document, mais sont disponibles sur demande.